

Jaunes, les inégalités ! Bleue, la solidarité ?

Pierre Defraigne

Directeur exécutif du Centre Madariaga ·
Collège d'Europe, directeur général
honoraire à la Commission européenne

■ L'Europe peut faire trois choses pour aider la France à sortir de la crise des "gilets jaunes" par le haut. L'enjeu est celui de la conciliation de la logique du capitalisme et de celle de la soutenabilité environnementale.

Bleu Europe, bien entendu. Or, l'Europe est jusqu'ici la grande absente du débat sur les inégalités. Elle se défile, ne sachant trop que faire et prenant le parti de laisser les Français débrouiller entre eux cette affaire éminemment sensible et difficile des inégalités qui déstabilisent les classes moyennes et excluent les plus pauvres de la vie sociale. L'Europe détient pourtant une clé de l'endiguement de la vague populiste qu'elle a contribué à susciter par son inaction face aux inégalités, nées d'abord de la mondialisation et du progrès technique. Va-t-elle persister dans cette posture suicidaire face aux inégalités de l'environnement et du climat ? Faisons des "gilets jaunes" en France le banc d'essai d'une réponse européenne.

Pourquoi ? Il ne s'agit pas de sauver le soldat Macron, dont le défaut majeur est sans doute de s'appuyer sur une "macronie" plus prompt à instrumentaliser le pouvoir pour ses intérêts qu'à prendre des coups pour soutenir des valeurs de bien commun. Il s'agit très précisément d'aider un gouvernement démocratique à donner des réponses effectives et justes à un problème qui est un défi pour les 27 États, même si les formes que prend l'anxiété populaire diffèrent d'un pays à l'autre : ici, ce sont les "gilets jaunes", ailleurs, des partis populistes voire d'extrême droite – en Allemagne et en Andalousie –, ou des coalitions contre nature en Italie, ou paralysées en Belgique. C'est aussi le Brexit, ce formidable échec de l'idéal démocratique européen, dont nous allons collectivement payer le prix. Aujourd'hui, l'Italie est financièrement fragile, et donc dangereuse pour la survie de l'euro à 19, mais la France quant à elle est politiquement vulnérable en raison de sa difficulté à gérer ses contradictions internes. L'Allemagne, par son inertie ontologique, complique formidablement la mise au point d'une parade européenne.

Climat, géopolitique et régulation du capitalisme

Avons-nous perdu la tête comme Européens, de considérer ce qui se passe en France comme un spec-

tacle que nous contemplerions du haut des gradins : le lion mangera-t-il le dompteur ? Nous sommes en effet doublement partie prenante à l'affaire des "gilets jaunes" en France : nous paierons le prix de son échec, et en outre notre tour viendra, l'effet domino aidant. Car l'enjeu est bien celui de la conciliation de la logique du capitalisme et de celle de la soutenabilité environnementale, à l'échelle du monde. L'Europe, comme continent le plus avancé et le plus démocratique, est le premier à se heurter à ce défi parce que le niveau de conscience environnementale y est le plus avancé. À nous de montrer la voie au monde pour entraîner les États-Unis et convaincre par notre exemple les pays émergents, dont la Chine, de ne pas s'engager dans des impasses pour le climat et la biodiversité qui

pourraient aussi s'avérer des causes de conflits armés. Climat, géopolitique et régulation du capitalisme sont en effet intrinsèquement liés.

Mais d'abord, il faut rassurer l'opinion sur la solidité du contrat social qui sert de soubassement à nos politiques depuis la guerre et qui est aujourd'hui mis en danger par la carence de l'Europe, et singulièrement d'une Commission incapable de fournir une synthèse politique vigoureuse pour redynamiser l'appareil de l'UE. Cette synthèse devrait pourtant être au cœur de la campagne électorale européenne.

Il faut relever les salaires réels les plus bas

L'Europe peut faire trois choses pour aider la France à sortir de la crise des "gilets jaunes" par le haut. D'abord, il est clair qu'il faut aujourd'hui, en France comme en Belgique, relever les salaires réels les plus bas pour rétablir la justice et soutenir la demande interne. Mais, compétitivité intra-européenne obligeant, un Grenelle des salaires comme en mai 1968 n'est plus possible aujourd'hui. Le mouvement doit en effet être concerté au sein de l'eurozone compte tenu des écarts de taux de change réels. En particulier, l'Allemagne doit renoncer à son obsession mercantiliste : son surplus commercial excessif obtenu par un relèvement insuffisant des salaires en regard des gains de productivité exerce un effet déflationniste

sur l'ensemble de l'eurozone. Certes, l'Allemagne est encore astreinte à des transferts internes massifs vers l'ancienne RDA, mais au-delà, elle garde des marges importantes pour relancer l'investissement public et ainsi soutenir les exportations de ses voisins vers son marché, et donc la croissance, l'emploi et les salaires.

**Un impôt européen prélevé
directement sur
les multinationales opérant
en Europe – Gafam
comprises – permettrait de
consentir des dépenses
d'investissement public
bien supérieures.**

Ensuite, l'Europe doit cesser de se cantonner dans une attitude punitive vis-à-vis des déficits publics. Là où la dette est excessive, elle doit pallier l'effet restrictif de la modération budgétaire, imposée aux pays surendettés, par des dépenses d'investissement chez eux qu'elle financerait elle-même par l'émission d'*eurobonds*, par exemple la reconstruction du pont

de Gênes et un grand programme d'investissements technologiques de ré-industrialisation à travers l'UE.

Enfin, qui dit "dépenses" dit "ressources fiscales" pour les financer. Compte tenu de la pression fiscale existante dans nombre de pays, dont la Belgique et la France, il faut éviter de la renforcer, mais mieux en répartir la charge interne, et surtout lever l'impôt sur les opérateurs qui y échappent ou s'y soustraient. L'Europe est depuis trente ans le théâtre d'une immense entreprise d'abaissement des taux d'imposition des sociétés, en raison de la concurrence fiscale entre États que Trump est en train d'aggraver sous son nez, et d'évasion fiscale – ouvert pudiquement dénommée "optimisation fiscale" – celle-ci coûtant en moyenne aux États membres au moins 1 % du PIB, soit l'équivalent du budget communautaire actuel. Un impôt européen prélevé directement sur les multinationales opérant en Europe – Gafam comprises – permettrait de consentir des dépenses d'investissement public d'un ordre bien supérieur, en ce compris les dépenses d'équipements militaires à technologie duale dans le cadre d'une défense commune.

Nous sommes tous dans le même bateau, car les "gilets jaunes" sont présents partout en Europe. À problème européen, solidarité européenne. Bleue comme l'Europe bien entendu.